

Ce remboursement est égal à un ou deux douzièmes du montant annuel selon que les périodes d'inactivité du véhicule atteignent respectivement 30 ou 60 jours. Le montant à rembourser est diminué d'un montant de 25 euros au titre de frais administratifs.

La demande doit être introduite auprès du directeur régional responsable du service chargé de la perception de l'eurovignette, au plus tard, dans un délai de 6 mois à compter du dernier jour de la période imposable.

Le Roi détermine la manière dont doit être prouvée l'inactivité du véhicule en cas de demande de remboursement partiel de l'eurovignette due pour son montant annuel. »

**Art. 6.** L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. En cas d'infraction à la présente loi, le redevable est tenu d'acquitter le montant éladé de l'eurovignette, majoré d'une amende administrative. Le Roi détermine l'échelle de l'amende administrative, celle-ci ne pouvant être supérieure au triple du montant de la taxe éladée, ni inférieure à 250 euros. »

**Art. 7.** Les articles 2 à 4 et l'article 6 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Le remboursement prévu à l'article 5 peut être demandé pour la première fois à partir de l'exercice d'imposition 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—————  
Note

(1) *Références parlementaires* :

Chambre des représentants :

Documents :

50-1135 - 2000/2001 :

N° 1 : Projet de loi. — N° 2 : Rapport. — N° 3 : Amendement. — N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 3 mai 2001.

Sénat :

Documents :

2-735 - 2000/2001 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. — N° 2 : Projet non évoqué par le Sénat.

Dit bedrag is gelijk aan één of twee twaalfden van het jaarbedrag naargelang de periodes van Inactiviteit respectievelijk minstens 30 of 60 dagen bedragen. Het terug te geven bedrag wordt verminderd met een bedrag van 25 euro voor administratiekosten.

Deze aanvraag moet worden ingediend bij de bevoegde gewestelijke directeur verantwoordelijk voor de diensten belast met de inning van het eurovignet uiterlijk zes maanden vanaf de laatste dag van de belastbare periode.

De Koning bepaalt de wijze waarop de inactiviteit van het voertuig moet worden bewezen bij de aanvraag om gedeeltelijke teruggave van het voor het jaarbedrag verschuldigde eurovignet. »

**Art. 6.** Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Ingeval van inbreuk tegen de huidige wet moet de belastingplichtige het ontdoken bedrag van het eurovignet betalen, verhoogd met een administratieve boete. De Koning stelt de schaal vast van de administratieve boete die niet meer dan drie maal het bedrag van de ontdoken belasting en niet minder dan 250 euro mag bedragen. »

**Art. 7.** De artikelen 2 tot 4 en artikel 6 treden in werking met ingang van 1 januari 2001.

De teruggave van het eurovignet voorzien in artikel 5 kan voor de eerste maal worden aangevraagd vanaf het aanslagjaar 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend gemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—————  
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen* :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken :

50-1135 - 2000/2001 :

Nr. 1 : Wetsontwerp. — Nr. 2 : Verslag. — Nr. 3 : Amendement. — Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 3 mei 2001.

Senaat :

Stukken :

2-735 - 2000/2001 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Nr. 2 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

F. 2001 — 1630

[C - 2001/22407]

**14 JUIN 2001. — Arrêté royal portant exécution de l'article 168 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté concerne l'incidence sur la pension du secteur public des différentes périodes d'absence des membres du personnel nommés à titre définitif.

Un aperçu de la situation actuelle est fourni ci-après.

Les différentes autorités - tant fédérales que communautaires ou régionales - qui sont compétentes en matière de statut, ont prévu pour différentes catégories de leur membres du personnel nommés à titre définitif un régime de fin de carrière sous la forme d'une disponibilité ou d'un congé préalable à la mise à la retraite.

N. 2001 — 1630

[C - 2001/22407]

**14 JUNI 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 168 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp heeft betrekking op de weerslag op het pensioen van de openbare sector van de verschillende perioden van afwezigheid van vast benoemde personeelsleden.

Hierna volgt een overzicht van de bestaande toestand.

De verschillende overheden - zowel de federale als de gewestelijke en gemeenschapsoverheden - die bevoegd zijn inzake het statuut, hebben voor verschillende categorieën van hun vast benoemde personeelsleden een eindeloopbaanregeling uitgewerkt in de vorm van een beschikbaarheid of een verlof voorafgaand aan de opruststelling.

Grâce à cette position administrative, les membres du personnel peuvent, avant qu'ils n'aient atteint l'âge minimum requis pour pouvoir faire valoir des droits à la pension, cesser définitivement leur activité tout en percevant un certain pourcentage de leur dernier traitement.

Suite à la perception d'un traitement d'attente, cette période de non-activité est actuellement intégralement prise en compte aussi bien pour l'ouverture du droit à la pension du secteur public que pour le calcul de celle-ci et ceci nonobstant l'ampleur des autres absences qui sont prises en considération pour la pension.

Conformément à l'article 9 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, les périodes de congé préalable à la retraite qui se situent après le 31 décembre 2009, ne seront plus prises en compte ni pour le droit à la pension de retraite ni pour le calcul de celle-ci.

Par ailleurs, les agents statutaires peuvent au cours de leur carrière interrompre totalement ou partiellement leur activité professionnelle tout en percevant durant cette période une allocation mensuelle. C'est ce qu'on appelle l'interruption de carrière.

Ces périodes ne peuvent être prises en compte pour le calcul de la pension du secteur public qu'à concurrence de 5 ans et cela quelle que soit la période pendant laquelle les membres du personnel peuvent obtenir l'interruption de carrière.

La première année d'interruption de carrière est d'office admissible sans aucune contrepartie financière de la part de l'agent, tandis que les 48 mois suivants sont uniquement admissibles moyennant le versement d'une cotisation volontaire égale à 7,5 p.c. du traitement brut dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en activité.

Il y a toutefois lieu de remarquer que pour ces 48 mois suivants la cotisation volontaire n'est pas exigée pendant une période de 24 mois au maximum lorsque l'agent ou son conjoint habitant sous le même toit perçoit des allocations familiales pour un enfant de moins de 6 ans.

Les agents du secteur public peuvent également bénéficier d'autres absences non rémunérées mais qui sont assimilées à de l'activité de service (congés pour motifs impérieux d'ordre familial, prestations réduites pour raisons sociales ou familiales) ainsi que des congés dans le cadre de la semaine volontaire de 4 jours ou du départ anticipé à mi-temps.

Ces périodes d'absence, augmentées des périodes d'interruption de carrière admissibles, ne peuvent toutefois être prises en compte pour le calcul de la pension qu'à concurrence de 20 p.c. de la durée des services réellement prestés, des périodes d'absence rémunérées qui sont assimilées à de l'activité de service ou des périodes de disponibilité avec traitement d'attente.

Conformément à l'article 168 de la loi du 12 août précitée le Roi peut prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'instauration ou l'élargissement des possibilités de congé, qui s'inscrivent dans une politique de soutien du taux d'activité global du personnel du secteur public nommé à titre définitif.

Dans le cadre de cette politique de soutien du taux d'activité global et en exécution de l'article 168 de la loi du 12 août 2000, l'article 9 de cette loi est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, remplacé par une disposition qui instaure un crédit-temps, englobant toutes les absences volontaires qui ont été prises au cours de la carrière.

A cet effet, le congé préalable à la mise à la retraite, tout comme les absences non rémunérées qui sont assimilées à de l'activité de service, les congés dans le cadre de la semaine volontaire des quatre jours ou du départ anticipé à mi-temps, ne sera pris en compte pour le calcul de la pension qu'à raison d'un certain pourcentage des services réellement prestés.

Ce pourcentage est dans un premier temps fixé à 25 p.c. et est réduit progressivement pour atteindre 20 p.c. à la fin de la période transitoire.

Le nouveau régime consiste dans le fait que chaque membre du personnel pourra disposer d'un crédit-temps sur l'ensemble de sa carrière ; par le biais d'un régime transitoire, le nouveau régime ne sera que progressivement d'application aux membres du personnel les plus âgés.

En effet, une distinction est opérée entre les différents bénéficiaires sur la base de leur année de naissance. Sur la base de ce critère objectif, toutes les personnes nées au cours d'une même année civile sont traitées d'une façon rigoureusement identique. S'il y a une différence de traitement entre les civils et les militaires, cette différence ne résulte en aucune manière du fait que l'année de naissance constitue le critère de référence prévu par le système instauré par le présent arrêté mais bien du fait qu'en matière de mise à la retraite, les limites d'âge des militaires sont inférieures à celle des civils.

Dankzij deze administratieve toestand kunnen de personeelsleden, vóór zij de minimumleeftijd bereiken die vereist is om rechten op pensioen te doen gelden, op definitieve wijze hun activiteiten stopzetten, en tegelijk een bepaald percentage van hun laatste wedde ontvangen.

Door het genot van het wachtgeld telt deze periode van non-activiteit momenteel volledig mee zowel voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector als voor de berekening ervan, en dit ongeacht de omvang van de andere afwezigheden die voor het pensioen in aanmerking genomen worden.

Overeenkomstig artikel 9 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen worden de perioden van verlof voorafgaand aan de opruststelling die zich situeren na 31 december 2009, noch voor het recht op het rustpensioen, noch voor de berekening ervan, in aanmerking genomen.

Verder kunnen de statutaire ambtenaren tijdens hun loopbaan hun beroepsbezigheid volledig of gedeeltelijk onderbreken en tegelijkertijd gedurende deze periode een maandelijks toelage genieten. Het gaat hier om de loopbaanonderbreking.

Deze perioden kunnen slechts voor de berekening van het pensioen van de openbare sector in aanmerking genomen worden tot beloop van maximum 5 jaar, en dit ongeacht de periode waarvoor de personeelsleden loopbaanonderbreking kunnen verkrijgen.

Het eerste jaar loopbaanonderbreking is ambtshalve aanneembaar zonder enige financiële tegenprestatie vanwege het personeelslid, terwijl de volgende 48 maanden slechts aanneembaar zijn mits de storting van een vrijwillige persoonlijke bijdrage gelijk aan 7,5 pct. van de brutowedde die het personeelslid genoten zou hebben indien hij in dienst was gebleven.

Er moet evenwel opgemerkt worden dat voor die 48 volgende maanden de persoonlijke bijdrage niet verschuldigd is voor een periode van maximum 24 maanden wanneer het personeelslid of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt voor een kind van minder dan 6 jaar.

De personeelsleden van de openbare sector kunnen ook nog andere afwezigheden genieten die niet bezoldigd worden maar die wel gelijkgesteld worden met dienstactiviteit (verloven voor dwingende redenen van familiale aard, verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen), alsook verloven in het kader van de vrijwillige vierdagenweek of van de vervroegde halftijdse uittrekking.

Deze perioden van afwezigheid, vermeerderd met de aanneembare perioden van loopbaanonderbreking, kunnen echter slechts in aanmerking genomen worden voor de berekening van het pensioen ten belope van 20 pct. van de duur van de werkelijk gepresteerde diensten, van de bezoldigde perioden van afwezigheid die gelijkgesteld worden met dienstactiviteit of van de perioden van beschikbaarheid met wachtgeld.

Overeenkomstig artikel 168 van voormelde wet van 12 augustus 2000 kan de Koning alle nuttige maatregelen treffen, met inbegrip van de invoering of uitbreiding van uitstapmogelijkheden, die passen in een beleid om de globale activiteitsgraad van het vast benoemd personeel in de openbare sector te ondersteunen.

In het kader van deze politiek ter ondersteuning van de activiteitsgraad en in toepassing van artikel 168 van de wet van 12 augustus 2000, wordt artikel 9 van deze wet, vanaf 1 januari 2002, vervangen door een bepaling die een tijdskrediet instelt, dat alle vrijwillige afwezigheden die in de loop van de loopbaan worden opgenomen, omvat.

Het verlof voorafgaand aan de opruststelling wordt aldus, zoals de niet vergoede afwezigheden die gelijkgesteld worden met dienstactiviteit, de verloven in het kader van de vrijwillige vierdagenweek of de vervroegde halftijdse uittrekking, slechts in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen ten belope van een bepaald percentage van de werkelijk gepresteerde diensten.

Dit percentage wordt aanvankelijk vastgesteld op 25 pct. en wordt geleidelijk aan verminderd om op het einde van de overgangperiode 20 pct. te bedragen.

Deze nieuwe regeling houdt in dat elk personeelslid een tijdskrediet zal kunnen beheren voor het geheel van zijn loopbaan; via een overgangperiode zal deze nieuwe maatregel slechts geleidelijk van toepassing worden op de oudere personeelsleden.

Er wordt inderdaad een onderscheid gemaakt tussen de verschillende begunstigen op basis van hun geboortejaar. Op basis van dit objectief criterium worden alle personen die gedurende eenzelfde kalenderjaar werden geboren, op een volstrekt identieke manier behandeld. Wanneer er een verschil in behandeling bestaat tussen burgers en militairen, dan is dit verschil geenszins te wijten aan het feit dat het geboortejaar het referentiecriterium vormt van het door dit besluit ingestelde nieuwe stelsel maar wel aan het feit dat, inzake opruststelling, de leeftijds grenzen van de militairen lager zijn dan die van de burgers.

Pour les membres du personnel qui comptent 12 mois d'interruption de carrière qui sont admissibles gratuitement en raison de la présence d'un enfant de moins de 6 ans pour lequel des allocations familiales sont perçues, la limite de 25 p.c. reste inchangée. De cette manière, les agents qui ont pris une interruption de carrière pour élever des enfants ne sont pas lésés.

#### Article 1<sup>er</sup>

Suite à la réécriture de l'article 3 de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, la référence faite à cet article par l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, doit être adaptée.

#### Article 2

L'instauration d'un crédit-temps nécessite une réécriture complète de l'article 3 de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 précité. L'article 2 remplace dès lors l'article 3 de l'arrêté royal n° 442 par une nouvelle disposition.

Le § 1<sup>er</sup> du nouvel article 3 donne une énumération des différentes périodes d'absence dont la prise en compte pour le droit et pour le calcul de la pension est limitée à un certain pourcentage des services réellement prestés. Il s'agit de toutes les périodes d'absence qui, dans l'ancien régime, ne pouvaient être prises en considération qu'à concurrence de 20 p.c. des services réellement prestés, complété par le congé préalable à la mise à la retraite.

Ce dernier congé est une absence qui répond aux caractéristiques suivantes :

- une position administrative d'activité de service (congé) ou de disponibilité;
- soit à temps plein, soit à temps partiel;
- avec maintien d'une rémunération ou d'un traitement d'attente;
- période précédant immédiatement la mise à la retraite, au terme de laquelle l'agent est obligé de faire valoir ses droits à la pension lorsqu'il satisfait aux conditions minimales prévues à cet effet.

Le nouveau § 2 règle la situation des agents qui actuellement ont déjà atteint l'âge de 55 ans ou qui atteindront cet âge avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (c'est-à-dire les personnes nées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1947).

Pour ces agents, la situation actuelle reste d'application. Ceci signifie que ce sont uniquement les périodes d'absence suivantes qui sont limitées à 20 p.c. du volume des services réellement prestés :

- les périodes admissibles d'interruption de carrière ou de réduction des prestations;
- les périodes d'absence non rémunérées postérieures au 31 décembre 1982 qui sont assimilées à de l'activité de service;
- les absences dans le cadre du départ anticipé à mi-temps et le régime de semaine volontaire de 4 jours.

Les périodes de congé préalable à la mise à la retraite sont intégralement prises en compte pour l'ouverture du droit à la pension du secteur public et le calcul de celle-ci, indépendamment de l'ampleur des autres absences qui sont prises en compte pour la pension.

Le nouveau § 3 règle la situation des agents qui atteindront l'âge de 55 ans après le 31 décembre 2001 (c'est-à-dire les personnes nées après le 31 décembre 1946).

Les agents qui atteindront l'âge de 55 ans entre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et le 31 décembre 2005 disposeront d'un crédit-temps de 25 p.c. des services réellement prestés, ce qui veut dire que toutes les périodes d'absence mentionnées dans l'arrêté, c'est-à-dire en ce compris le congé préalable à la mise à la retraite, ne sont prises en considération pour la pension qu'à concurrence de 25 p.c. au maximum des services réellement prestés.

Pour les agents qui atteindront l'âge de 55 ans entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2010, ce seront également toutes les périodes d'absence mentionnées dans l'arrêté (donc en ce compris le congé préalable à la mise à la retraite), qui ne seront prises en considération pour la pension qu'à concurrence d'un certain pourcentage des services réellement prestés, pourcentage qui diminuera progressivement. L'importance du pourcentage dépend de la date à laquelle l'intéressé atteint l'âge de 55 ans.

Voor de personeelsleden die 12 maanden loopbaanonderbreking tellen die gratis aanneembaar zijn omdat er een kind van minder dan 6 jaar was waarvoor kinderbijslag werd genoten, blijft de 25 pct.-grens ongewijzigd. Personeelsleden die loopbaanonderbreking hebben genomen om hun kinderen op te voeden worden op deze manier niet benadeeld.

#### Artikel 1

Door de herwerking van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten, dienden tevens de verwijzingen naar dit artikel in het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht, te worden aangepast.

#### Artikel 2

De invoering van het tijdskrediet vereist een volledige herwerking van artikel 3 van voormeld koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986. Artikel 2 vervangt daarom artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 442 door een nieuwe bepaling.

§ 1 van het nieuwe artikel 3 geeft een opsomming van de verschillende perioden van afwezigheid, waarvan de inaanmerkingneming voor het recht op en de berekening van het pensioen wordt beperkt tot een bepaald percentage van de werkelijk gepresteerde diensten. Het betreft hier alle perioden van afwezigheid welke in de vroegere regeling slechts ten belope van 20 pct. van de werkelijke diensten konden in aanmerking genomen worden, aangevuld met het verlof voorafgaand aan de opruistelling.

Dit laatste verlof is een afwezigheid die beantwoordt aan de volgende kenmerken :

- administratieve stand van dienstactiviteit (verlof) of beschikbaarheid;
- hetzij voltijds, hetzij deeltijds;
- met behoud van een bezoldiging of een wachtwedde;
- periode onmiddellijk voorafgaand aan de opruistelling, waarbij het personeelslid de verplichting heeft zijn rechten op pensioen te doen gelden wanneer hij aan de minimale vereisten daartoe voldoet.

De nieuwe § 2 regelt de situatie van de personeelsleden die momenteel reeds de leeftijd van 55 jaar hebben bereikt of die deze leeftijd zullen bereiken vóór 1 januari 2002 (dit wil zeggen de personen geboren vóór 1 januari 1947).

Voor deze personeelsleden blijft de huidige situatie van kracht. Dit wil zeggen dat enkel de volgende perioden van afwezigheid worden beperkt tot 20 pct. van het aantal werkelijk gepresteerde diensten :

- de aanneembare perioden van loopbaanonderbreking of van vermindering van de arbeidsprestaties;
- de niet bezoldigde perioden van afwezigheid na 31 december 1982 die met dienstactiviteit gelijkgesteld zijn;
- de afwezigheden wegens halftijdse vervroegde uittreding en de regeling van de vierdagenweek.

De perioden van verlof voorafgaand aan de opruistelling worden volledig in aanmerking genomen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector en voor de berekening ervan, ongeacht de omvang van de andere afwezigheden die voor het pensioen in aanmerking worden genomen.

De nieuwe § 3 regelt de situatie van de personen die de leeftijd van 55 jaar zullen bereiken na 31 december 2001 (dit wil zeggen de personen geboren na 31 december 1946).

De personeelsleden die de leeftijd van 55 jaar zullen bereiken tussen 1 januari 2002 en 31 december 2005, zullen beschikken over een tijdskrediet van 25 pct. van de werkelijk gepresteerde diensten, wat wil zeggen dat alle in het besluit vermelde perioden van afwezigheid (met inbegrip van de verloven voorafgaand aan de opruistelling) in aanmerking komen voor het pensioen van de openbare sector ten belope van maximaal 25 pct. van de werkelijk gepresteerde diensten.

Voor de personeelsleden die de leeftijd van 55 jaar zullen bereiken tussen 1 januari 2006 en 31 december 2010, zullen eveneens alle in het besluit vermelde perioden van afwezigheid (dus ook de verloven voorafgaand aan de opruistelling) in aanmerking genomen worden voor het pensioen, maar slechts ten belope van een bepaald percentage van de werkelijk gepresteerde diensten, percentage dat geleidelijk zal verminderen. De grootte van het percentage hangt af van de datum waarop betrokkene de leeftijd van 55 jaar bereikt.

En annexe est fourni un aperçu de l'importance de ce pourcentage en fonction de la date à laquelle l'intéressé atteint l'âge de 55 ans.

Le pourcentage est calculé de la façon suivante :

$$20 \text{ p.c.} + (5 \text{ p.c.} \times \frac{\text{nombre de mois entre le 1er du mois des 55 ans et le 1er janvier 2011}}{60})$$

Exemple : 55 ans le 20 juin 2007, il y a 43 mois entre le 1<sup>er</sup> juin 2007 et le 31 décembre 2010.

Le crédit-temps s'élève à :

$$20 \text{ p.c.} + (5 \text{ p.c.} \times \frac{43}{60}) = 23,58 \text{ p.c.}$$

Pour les agents qui atteindront l'âge de 55 ans après le 31 décembre 2010, le régime transitoire ne sera plus applicable et toutes les absences mentionnées dans l'arrêté ne sont plus prises en considération qu'à concurrence de 20 p.c. au maximum des périodes réellement prestées.

Toutefois, pour tous les agents qui atteindront l'âge de 55 ans après le 31 décembre 2005, le pourcentage de 25 p.c. est maintenu pour ceux qui ont pris au moins 24 mois d'interruption de carrière dont au moins 12 pendant lesquels l'agent ou son conjoint habitant sous le même toit perçoit des allocations familiales pour un enfant de moins de six ans. A ce propos, il y a lieu de préciser que, comme cette durée minimale de 12 mois fait référence à la période de 24 mois prévue aux articles 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et 2bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, c'est la durée non réduite de la période d'interruption de carrière pour laquelle il y a exonération de cotisations qui doit être prise en compte pour apprécier si cette condition de durée minimale de 12 mois est remplie ou non.

Un congé de maternité pris au cours d'une période d'interruption de carrière met fin à la pause-carrière. Afin de ne pas léser l'agent qui se trouve dans une telle situation, ce congé de maternité est, à partir de la naissance de l'enfant, considéré comme une période d'interruption de carrière pour laquelle l'agent ou son conjoint habitant sous le même toit perçoit des allocations familiales pour un enfant de moins de 6 ans.

Le § 4 de la nouvelle disposition reprend le régime particulier prévu par l'ancien article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 pour les agents pensionnés pour cause d'incapacité physique avant l'âge de 60 ans. Ce régime est étendu aux ayants droit des agents décédés en activité de service et qui avaient effectué des validations volontaires.

Les §§ 5 et 6 du nouvel article 3 reprennent les anciens §§ 1bis et 2.

Le § 7 reprend l'ancien § 3. La liste des périodes exclues pour l'application des 20 p.c. et la base de calcul de ceux-ci est complétée par un 9<sup>o</sup> visant certaines périodes d'interruption de carrière (soins palliatifs, congé parental, assistance ou octroi de soins en cas de maladie grave).

#### Article 3

Compte tenu du fait que le nouvel article 3 de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 précité instaure un régime qui est également applicable aux militaires et que les anciennes dispositions contenues dans l'article 3bis ont été intégrées dans le nouvel article 3, l'article 3bis actuel doit être abrogé.

#### Article 4

Afin de ne pas remettre en cause la situation des agents qui à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> juillet 2000, bénéficiaient déjà d'un congé préalable à la mise à la retraite, l'alinéa 2 stipule que les anciennes dispositions de l'arrêté royal n° 442 leur restent intégralement applicables. Tel est l'objet de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'alinéa 2 contient une mesure similaire pour les militaires qui, au 1<sup>er</sup> juillet 2001, bénéficient d'un congé préalable à la mise à la retraite spécifique aux militaires.

#### Article 5

Suite à l'instauration d'un crédit-temps, la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre II de la loi du 12 août 2000 précitée, doit être abrogée.

#### Article 6

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur du nouveau crédit-temps.

In bijlage wordt een overzicht gegeven van de grootte van dit percentage in functie van de datum waarop betrokkene 55 jaar wordt.

Het percentage wordt als volgt bekomen :

$$20 \text{ pct.} + (5 \text{ pct.} \times \frac{\text{aantal maanden tussen 1ste dag van de maand 55 jaar en 1 januari 2011}}{60})$$

Voorbeeld : 55 jaar op 20 juni 2007, er zijn 43 maanden tussen 1 juni 2007 en 31 december 2010.

Het tijdscrediet bedraagt :

$$20 \text{ pct.} + (5 \text{ pct.} \times \frac{43}{60}) = 23,58 \text{ pct.}$$

Voor de personeelsleden die de leeftijd van 55 jaar zullen bereiken na 31 december 2010, zal de overgangsregeling niet meer gelden en worden alle in het besluit vermelde afwezigheden nog slechts in aanmerking genomen ten belope van maximaal 20 pct. van de werkelijk gepresteerde diensten.

Voor alle personeelsleden die de leeftijd van 55 jaar zullen bereiken na 31 december 2005 wordt het percentage van 25 pct. evenwel behouden voor diegenen die minstens 24 maanden loopbaanonderbreking hebben genomen, waarvan minstens 12 maanden gedurende welke het personeelslid of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont kinderbijslag ontvangt voor een kind dat minder dan zes jaar oud is. In dit verband moet nog vermeld worden dat, aangezien deze minimumduur van 12 maanden verwijst naar de in de artikelen 2, § 1, tweede lid en 2bis, § 1, tweede lid bedoelde 24 maanden, het uiteraard de niet-ingekeerde duur is van de periode van loopbaanonderbreking waarvoor er vrijstelling is van stortingen, waarmee rekening moet gehouden worden om na te gaan of deze minimumvoorwaarde van 12 maanden al dan niet is vervuld.

Moederschapsverlof genomen tijdens een periode van loopbaanonderbreking maakt een einde aan de loopbaanonderbreking. Om het personeelslid dat zich in zulke toestand bevindt niet te benadelen, wordt dit moederschapsverlof, vanaf de geboorte van het kind, beschouwd als een periode van loopbaanonderbreking gedurende welke het personeelslid of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont kinderbijslag ontvangt voor een kind dat minder dan 6 jaar oud is.

§ 4 van de nieuwe bepaling herneemt het bijzonder stelsel bedoeld in het vroegere artikel 3, § 1, tweede lid, voor de personeelsleden die vóór de leeftijd van 60 jaar wegens lichamelijke ongeschiktheid gepensioneerd worden. Dit stelsel wordt uitgebreid tot de rechthebbenden van de in dienstactiviteit overleden personeelsleden die vrijwillige stortingen hebben verricht.

§§ 5 en 6 van het nieuwe artikel 3 hernemen de vroegere §§ 1bis en 2.

§ 7 herneemt de vroegere § 3. De lijst van perioden welke voor de toepassing van de 20 pct.-grens en de berekeningsbasis ervan worden uitgesloten, wordt aangevuld met een 9<sup>o</sup> dat betrekking heeft op bepaalde perioden van loopbaanonderbreking (palliatieve zorg, ouder-schapsverlof, bijstand of verzorging in geval van ernstige ziekte).

#### Artikel 3

Daar in het nieuwe artikel 3 van voormeld koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 een regeling wordt uitgewerkt die ook van toepassing is op de militairen en de vroegere bepalingen die opgenomen waren in artikel 3bis werden geïntegreerd in het nieuwe artikel 3, dient het huidige artikel 3bis te worden opgeheven.

#### Artikel 4

Teneinde de toestand van personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, dit wil zeggen op 1 juli 2000, reeds een verlof voorafgaand aan de opruststelling genoten, niet in het gedrang te brengen, bepaalt het tweede lid dat de vroegere bepalingen van het koninklijk besluit nr. 442 op hen integraal van toepassing blijven. Dit is het voorwerp van het eerste lid.

Het tweede lid bevat een gelijksoortige maatregel voor de militairen die op 1 juli 2001 een verlof voorafgaand aan de opruststelling genieten dat eigen is aan de militairen.

#### Artikel 5

Door de instelling van het tijdscrediet dient Afdeling II van Titel II, Hoofdstuk I van voormelde wet van 12 augustus 2000 te worden opgeheven.

#### Artikel 6

Dit artikel bepaalt de datum van inwerkingtreding van het nieuwe tijdscrediet.

**14 JUNI 2001. — Arrêté royal portant exécution de l'article 168 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, notamment l'article 168;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, notamment l'article 2, modifié par les lois des 31 juillet 1984 et 21 mai 1991;

Vu l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, notamment l'article 3, modifié par les lois des 21 mai 1991 et 10 avril 1995 et l'article 3bis, inséré par la loi du 25 mai 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 janvier 2001;

Vu le protocole du 23 février 2001 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées du 4 mai 2001 ;

Vu l'avis du 2 mars 2001 de la Commission des Entreprises publiques;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'habilitation, qui Nous est donnée par l'article 168 de la loi du 12 août 2000 précitée, à prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'instauration ou l'élargissement des possibilités de congé, qui s'inscrivent dans une politique de soutien du taux d'activité global du personnel du secteur public, expire le 30 juin 2001 ; que les mesures reprises dans le présent arrêté doivent donc être prises incessamment;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a), alinéa 4 de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, inséré par la loi du 21 mai 1991, les mots « article 3, § 1<sup>er</sup>, » sont remplacés par les mots « article 3, §§ 1<sup>er</sup> à 4 ».

**Art. 2.** L'article 3 de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, modifié par les lois des 21 mai 1991 et 10 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Les périodes suivantes tombent sous l'application du présent article :

1° les périodes d'interruption de carrière ou de réduction des prestations admissibles en application de l'article 2;

2° les périodes de retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière admissibles en application de l'article 2bis;

3° les périodes d'absence non rémunérées postérieures au 31 décembre 1982 et assimilées à de l'activité de service en vertu de dispositions légales ou réglementaires;

4° les périodes d'absence résultant du régime de départ anticipé à mi-temps et du régime de la semaine de 4 jours institués par la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;

5° les périodes d'absence résultant du régime du départ anticipé à mi-temps et du régime volontaire de travail de la semaine de 4 jours institués par la loi du 25 mai 2000 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière;

**14 JUNI 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 168 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, inzonderheid op artikel 168;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1984 en 21 mei 1991;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 21 mei 1991 en 10 april 1995 en artikel 3bis, ingevoegd bij de wet van 25 mei 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 26 januari 2001;

Gelet op het protocol van 23 februari 2001 van het Gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht van 4 mei 2001;

Gelet op het advies van 2 maart 2001 van het Comité Overheidsbedrijven;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de machtiging die door artikel 168 van voormelde wet van 12 augustus 2000 aan Ons wordt verleend om alle nuttige maatregelen te nemen, met inbegrip van de invoering of uitbreiding van uitstapmogelijkheden, die passen in een beleid om de globale activiteitsgraad van het personeel van de openbare sector te ondersteunen, op 30 juni 2001 verstrijkt; dat bijgevolg de in dit besluit opgenomen maatregelen onverwijld dienen te worden genomen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2, § 1, eerste lid, a), vierde lid van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht, ingevoegd bij de wet van 21 mei 1991, worden de woorden « artikel 3, § 1 » vervangen door de woorden « artikel 3, §§ 1 tot en met 4 ».

**Art. 2.** Artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten, gewijzigd bij de wetten van 21 mei 1991 en 10 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. § 1. Volgende perioden vallen onder de toepassing van dit artikel :

1° de perioden van loopbaanonderbreking of van vermindering van de arbeidsprestaties die met toepassing van artikel 2 in aanmerking komen;

2° de perioden van tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking die met toepassing van artikel 2bis in aanmerking komen;

3° de niet bezoldigde perioden van afwezigheid na 31 december 1982 die krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen met dienstactiviteit gelijkgesteld zijn;

4° de perioden van afwezigheid die het gevolg zijn van de halftijdse vervroegde uittredingsregeling en van de regeling der vierdagenweek die zijn ingevoerd bij de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;

5° de perioden van afwezigheid die het gevolg zijn van de halftijdse vervroegde uitstap en van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek die zijn ingevoerd bij de wet van 25 mei 2000 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking;

6° les périodes de congé préalable à la mise à la retraite autres que celles visées aux 4° et 5°. Est considéré comme « congé préalable à la mise à la retraite », toute absence durant laquelle un agent a été placé dans une position administrative lui permettant, tout en conservant une rémunération ou un traitement d'attente, de réduire ou d'arrêter définitivement ses activités professionnelles durant la période qui précède immédiatement sa mise à la retraite.

§ 2. Pour les agents nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1947, les périodes visées au § 1<sup>er</sup>, 1° à 5° ne sont prises en compte pour le calcul de la pension de retraite qu'à concurrence d'une durée maximum égale à 20 p.c. de la durée des services et périodes qui, abstraction faite des périodes visées au § 1<sup>er</sup>, 1° à 5° et du temps bonifié à un titre quelconque, sont pris en compte pour le calcul de cette pension.

§ 3. Pour les agents nés après le 31 décembre 1946, les périodes visées au § 1<sup>er</sup> ne sont prises en compte pour le calcul de la pension de retraite qu'à concurrence d'une durée maximum égale au pourcentage défini à l'alinéa 2 de la durée des services et périodes qui, abstraction faite des périodes visées au § 1<sup>er</sup> et du temps bonifié à un titre quelconque, sont pris en compte pour le calcul de cette pension.

Le pourcentage prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égal à :

a) 25 p.c. pour les agents nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1947 et le 31 décembre 1950;

b) 20 p.c. augmentés d'un pourcentage qui est égal au produit de 5 p.c. multiplié par une fraction dont le numérateur est constitué par le nombre de mois compris entre le premier jour du mois au cours duquel l'agent a atteint l'âge de 55 ans et le 1<sup>er</sup> janvier 2011, et dont le dénominateur est 60, pour les agents nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1951 et le 31 décembre 1955;

c) 20 p.c. pour les agents nés après le 31 décembre 1955.

Le pourcentage prévu à l'alinéa 2, b) ou c) est remplacé par 25 p.c. si, durant 12 mois au moins, l'agent a bénéficié de l'exonération de cotisations prévue à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ou à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Pour l'application de l'alinéa 3, la période de congé de maternité qui remplace une période visée au § 1<sup>er</sup>, 1° ou 2° pour laquelle l'agent serait en droit de bénéficier de l'exonération de cotisations prévue à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ou à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est considérée comme une période pour laquelle l'agent bénéficie de cette exonération.

§ 4. Si l'agent est pensionné avant l'âge de 60 ans pour inaptitude physique, les périodes d'interruption de carrière ou de réduction des prestations qui ont fait l'objet des versements prévus à l'article 2, § 1<sup>er</sup> ainsi que les périodes de retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière qui ont fait l'objet des versements prévus à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, ne sont pas prises en compte pour l'application des §§ 2 et 3. Il en est de même pour la pension de survie de l'ayant droit d'un agent décédé en activité de service.

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi qu'au § 5, le total des périodes d'absence prises en considération pour le calcul de la pension ne peut excéder 5 années.

Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ainsi que du § 5 ne sont applicables que si elles sont plus favorables que celles prévues aux §§ 2 et 3.

§ 5. Ne sont pas prises en compte pour l'application des §§ 2 et 3, les périodes d'interruption de carrière ou de réduction des prestations qui, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1991, ont fait l'objet des versements prévus à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

§ 6. La durée des services et périodes visés aux §§ 2 à 5 est, le cas échéant, établie conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes.

Pour l'application des §§ 2 à 5, les périodes visées au § 1<sup>er</sup> n'interviennent qu'à concurrence de la fraction qu'elles représentent par rapport à une absence complète dans une fonction à prestations complètes.

§ 7. Ne tombent pas sous l'application du présent article :

1° les congés ou dispenses de service accordés pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, de l'enseignement universitaire, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné;

6° de andere perioden van verlof voorafgaand aan de opruststelling dan die bedoeld in 4° en 5°. Onder « verlof voorafgaand aan de opruststelling » wordt verstaan elke afwezigheid gedurende welke een personeelslid in een administratieve toestand is geplaatst die het in staat stelt om, met behoud van een bezoldiging of wachtgeld, zijn beroepsactiviteiten definitief te verminderen of te beëindigen tijdens de periode die aan zijn opruststelling onmiddellijk voorafgaat.

§ 2. Voor de personeelsleden die geboren zijn vóór 1 januari 1947 worden de in § 1, 1° tot en met 5° bedoelde perioden voor de berekening van het rustpensioen slechts in aanmerking genomen ten belope van een maximumduur die gelijk is aan 20 pct. van de duur van de diensten en perioden die, afgezien van de in § 1, 1° tot en met 5° vermelde perioden en van de om welke reden ook vergoede periode, in aanmerking worden genomen voor de berekening van dit pensioen.

§ 3. Voor de personeelsleden die geboren zijn na 31 december 1946 worden de in § 1 bedoelde perioden voor de berekening van het rustpensioen slechts in aanmerking genomen ten belope van een maximumduur die gelijk is aan het in het tweede lid bepaalde percentage van de duur van de diensten en perioden die, afgezien van de in § 1 vermelde perioden en van de om welke reden ook vergoede periode, in aanmerking worden genomen voor de berekening van dit pensioen.

Het in het eerste lid bedoelde percentage is gelijk aan :

a) 25 pct. voor de personeelsleden geboren tussen 1 januari 1947 en 31 december 1950;

b) 20 pct. vermeerderd met een percentage dat gelijk is aan het product van 5 pct. vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gevormd wordt door het aantal maanden tussen de eerste dag van de maand gedurende welke het personeelslid de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt en 1 januari 2011, en waarvan de noemer 60 is, voor de personeelsleden geboren tussen 1 januari 1951 en 31 december 1955;

c) 20 pct. voor de personeelsleden geboren na 31 december 1955.

Het in het tweede lid, b) of c) bedoelde percentage wordt vervangen door 25 pct. indien het personeelslid gedurende ten minste 12 maanden de in artikel 2, § 1, tweede lid of 2bis, § 1, tweede lid bedoelde vrijstelling van stortingen heeft genoten.

Voor de toepassing van het derde lid wordt de periode van moederschapsverlof die een in § 1, 1° of 2° bedoelde periode vervangt waarvoor het personeelslid aanspraak zou kunnen maken om de in artikel 2, § 1, tweede lid of in artikel 2bis, § 1, tweede lid bedoelde vrijstelling van stortingen te genieten, beschouwd als een periode waarvoor het personeelslid deze vrijstelling geniet.

§ 4. Wanneer het personeelslid vóór de leeftijd van 60 jaar wegens lichamelijke ongeschiktheid gepensioneerd wordt, worden de perioden van loopbaanonderbreking of van vermindering van de arbeidsprestaties waarvoor de in artikel 2, § 1 bepaalde stortingen zijn gedaan alsook de perioden van tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking waarvoor de in artikel 2bis, § 1 bepaalde stortingen zijn gedaan, niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de §§ 2 en 3. Hetzelfde geldt voor het overlevingspensioen van de rechthebbende van een in dienstactiviteit overleden personeelslid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid alsook in § 5, mag het totaal van de voor de berekening van het pensioen in aanmerking genomen perioden van afwezigheid 5 jaar niet overschrijden.

De bepalingen van het eerste en het tweede lid alsook van § 5 zijn slechts toepasselijk wanneer zij voordeliger zijn dan die welke in §§ 2 en 3 bepaald zijn.

§ 5. De perioden van loopbaanonderbreking of van vermindering van de arbeidsprestaties waarvoor, vóór 1 juli 1991, de in artikel 2, § 1 bepaalde stortingen zijn gedaan, worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de §§ 2 en 3.

§ 6. De duur van de in §§ 2 tot en met 5 bedoelde diensten en perioden wordt, in voorkomend geval, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht.

Voor de toepassing van de §§ 2 tot en met 5 tellen de in § 1 bedoelde perioden slechts mee ten belope van het gedeelte dat zij vertegenwoordigen in verhouding tot een volledige afwezigheid in een ambt met volledige opdracht.

§ 7. Vallen niet onder de toepassing van dit artikel :

1° de verloven of dienstvrijstellingen toegestaan om een stage of een proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van het universitair onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-bedagogisch instituut;

2° les congés ou dispenses de service accordés pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

3° les dispenses de service accordées pour exercer des fonctions publiques dans les pays en voie de développement au titre de la coopération technique;

4° les dispenses de service accordées pour accomplir une mission qualifiée de mission internationale au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 33 du 20 juillet 1967 fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale;

5° les dispenses de service accordées pour exercer des fonctions en Belgique en exécution d'une mission confiée ou agréée par le Gouvernement belge ou une administration publique belge;

6° le congé spécial pour prestations réduites accordé par application de l'article 11 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, modifié par la loi du 31 juillet 1984;

7° les congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenance personnelle qui, en application des dispositions légales ou réglementaires qui les prévoient, sont assimilés à de l'activité de service;

8° le congé parental;

9° les périodes d'interruption de carrière ou de réduction des prestations :

— en vue d'assurer des soins palliatifs;

— pour congé parental;

— pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave. »

**Art. 3.** Les dispositions de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 précité, telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par le présent arrêté, restent applicables aux agents qui à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2000 bénéficiaient déjà d'un congé préalable à la mise à la retraite.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 précité, telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par le présent arrêté, restent applicables aux militaires qui à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2001 bénéficient d'un retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière visé à l'article 20 de la loi du 25 mai 2000 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de 4 jours et le régime de départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière et qui ultérieurement sont mis automatiquement en disponibilité en vertu de l'article 23, § 2 de la même loi.

**Art. 4.** Sont abrogés :

1° l'article 3bis de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 précité, inséré par l'arrêté royal du 24 juillet 1997 et modifié par la loi du 25 mai 2000;

2° la section II du chapitre 1<sup>er</sup> du Titre II de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 6.** Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

2° de verloven of dienstvrijstellingen toegestaan om interimair een ambt uit te oefenen in een officiële school of in een gesubsidieerde vrije school;

3° de dienstvrijstellingen toegestaan om, in het kader van de technische samenwerking, openbare ambten uit te oefenen in de ontwikkelingslanden;

4° de dienstvrijstellingen toegestaan om een opdracht te vervullen die kan bestempeld worden als een internationale opdracht in de zin van artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 33 van 20 juli 1967 tot vaststelling van het statuut van sommige ambtenaren van de openbare diensten die met een internationale opdracht worden belast;

5° de dienstvrijstellingen toegestaan om ambten uit te oefenen in België ter vervulling van een door de Belgische regering of een Belgisch openbaar bestuur toevertrouwde of erkende opdracht;

6° het bijzonder verlof voor verminderde prestaties toegestaan met toepassing van artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddentoe-lagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1984;

7° de verloven voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden die met toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen die erin voorzien, met dienstactiviteit gelijkgesteld zijn;

8° het ouderschapsverlof;

9° de perioden van loopbaanonderbreking of vermindering van de arbeidsprestaties :

— teneinde palliatieve zorg te verstrekken;

— voor ouderschapsverlof;

— voor het bijstaan of verzorgen van een lid van zijn gezin of van een familielid tot in de tweede graad, dat lijdt aan een ernstige ziekte. »

**Art. 3.** De bepalingen van voormeld koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986, zoals ze luiden vóór hun wijziging door dit besluit, blijven van toepassing op de personeelsleden die op 1 juli 2000 reeds een verlof voorafgaand aan de opruiming genoten.

De bepalingen van voormeld koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986, zoals ze luiden vóór hun wijziging door dit besluit, blijven van toepassing op de militairen die op 1 juli 2001 een tijdelijke ambtsontheffing genieten wegens loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 20 van de wet van 25 mei 2000 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking en die nadien automatisch in beschikbaarheid gesteld worden krachtens artikel 23, § 2 van dezelfde wet.

**Art. 4.** Opgeheven worden :

1° artikel 3bis van voormeld koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1997 en gewijzigd bij de wet van 25 mei 2000;

2° afdeling II van hoofdstuk I van Titel II van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

**Art. 6.** Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE